

ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Cooperation intercommunale Question écrite n° 39942

Texte de la question

Dans l'hypothese ou la competence voirie a ete transferee par des communes a une structure intercommunale, M. Joel Sarlot demande a M. le ministre de l'economie et des finances de lui preciser alors les modalites d'attribution du FCTVA.

Texte de la réponse

L'article 54-I de la loi de finances pour 1987 modifiee dispose que les attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutee (FCTVA) sont attribuees aux collectivites locales et aux autres beneficiaires, au vu de leurs depenses reelles d'investissement, lorsqu'elles repondent aux conditions d'eligibilite au fonds. Ce principe general est repris par l'article 42-I de la loi de finances rectificative pour 1988 modifiee et par le decret no 89-645 du 6 septembre 1989 modifie qui exclut du benefice du FCTVA les depenses d'investissement realisees pour le compte de tiers, c'est-a-dire sur des biens qui ne sont pas incorpores dans le patrimoine du beneficiaire. S'agissant de la voirie, lorsqu'un etablissement public de cooperation intercommunale s'est vu transferer la competence dans ce domaine, et qu'il a realise des travaux de creation, d'amenagement ou d'entretien des voiries, il ne peut incorporer ces equipements dans son patrimoine puisqu'il n'existe pas de domaine public routier intercommunal. Des lors les travaux realises par les groupements de communes doivent etre transferes aux communes beneficiaires pour la partie de trace qui se trouve sur leur territoire. Ce sont donc les communes membres et non le groupement de communes qui ouvrent droit au benefice du FCTVA pour ce type d'investissement.

Données clés

Auteur : M. Sarlot Joël Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 39942

Rubrique : Groupements de communes Ministère interrogé : économie et finances Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 17 juin 1996, page 3201 **Réponse publiée le :** 4 novembre 1996, page 5771